

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société VALORSOL ENVIRONNEMENT

MONDY
26 300 Bourg-De-Péage

Références :20260203-RAP-DAEN0154
Code AIOT : 0100003291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement de la société VALORSOL ENVIRONNEMENT implanté Route de la Combe Lieu-dit BRULEFER 26 210 Lapeyrouse-Mornay. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le centre de traitement de déchets de bois B non dangereux de la société Valorsol Environnement va être opérationnel dans de brefs délais, il est donc important de s'assurer que les principales dispositions relatives à la sécurité et la protection de l'environnement sont respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORSOL ENVIRONNEMENT
- Route de la Combe Lieu-dit BRULEFER -- 26210 Lapeyrouse-Mornay
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de traitement et de valorisation de déchets de bois non dangereux de la société VALORSOL Environnement a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 mai 2024. Il est localisé sur la partie Ouest de la commune de Lapeyrouse-Mornay, au lieu-dit Brûlefer Est, à environ 800 m au Nord-Ouest du centre-bourg. Ce site est mitoyen d'une carrière, les terrains se trouvent à un niveau inférieur par rapport aux espaces agricoles environnants.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le centre est encore en cours d'aménagement, une quantité très modeste de déchets de bois se trouve sur place, elle est destinée à faire des essais de traitement.

Aucune anomalie particulière n'a été constatée en dehors des points de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.1.11	Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 8.2.4	Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Protection des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	1 mois
7	Bassins de gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	1 mois
8	Maîtrise des accès	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	1 mois
10	Gestion des situations de crise	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maîtrise des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 3.2.2	Sans objet
4	Protection des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.1.2.2	Sans objet
6	Protection des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.3.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 71.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions importantes touchant à la sécurité et la protection de l'environnement sont encore à accomplir avant de pouvoir commencer l'exploitation du centre. Des évolutions de certaines des installations du centre sont constatées, elles nécessitent la présentation à Madame la Préfète de la Drôme d'un dossier de porter à connaissance de la part de l'exploitant, en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maîtrise des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 3.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet air traité	
Prescription contrôlée : "Les émissions atmosphériques générées dans le cadre de l'exploitation des équipements de traitement des déchets de bois (broyage et criblage notamment) du centre sont collectées, traitées et rejetées par une cheminée à une hauteur d'au moins 10 mètres. Le dispositif de traitement est constitué par un dépoussiéreur adapté, avec manche filtrante, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente. Les caractéristiques de ces rejets traités figurent dans le tableau ci-dessous :	
<u>Paramètre</u>	<u>Rejet du dépoussiéreur</u>
Débit unitaire	53 000 m³/h
Diamètre intérieur de la cheminée	1,2 m
Vitesse minimale d'éjection	12 m/s
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).	
Constats : Lors de la visite du centre, les installations de traitement des déchets de bois ont été visitées, mais elles n'étaient pas en fonctionnement. L'exploitant explique que des essais ont été réalisés. Ils sont probants, mais des réglages sont encore à effectuer de façon à obtenir un produit final (combustible solide de récupération) totalement conforme au cahier des charges de certains clients, notamment de cimentiers. L'exploitant souligne également que du fait des conditions météorologiques, du retard a été pris au niveau des travaux de terrassement et de revêtement en enrobé des voies de circulation, parking et aires des dépôts de déchets de bois. Ces travaux sont désormais achevés pour l'essentiel.	

Pour ce qui concerne le dispositif de collecte et traitement des émissions atmosphériques, l'inspection constate qu'il est en place et prêt à fonctionner. L'exploitant précise que le système de filtration adopté est composé de manches filtrantes à décolmatage automatique. Il souligne que les poussières retenues sont réinjectées dans le process.

Les caractéristiques de la cheminée (hauteur et diamètre) paraissent conformes aux prescriptions imposées, le premier rapport de contrôle à venir devra le confirmer. L'exploitant pourra faire contrôler le fonctionnement satisfaisant de son unité de traitement des émissions atmosphériques dès que l'exploitation des installations de traitement des déchets de bois se fera sur des périodes assez longues, de façon à ce que le contrôle soit représentatif.

Conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation, la fréquence des contrôles sera semestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.1.11

Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau et moyens de lutte

Prescription contrôlée :

Cette réserve incendie, d'une capacité minimale de 780 m³ :

- possède 2 aires d'aspiration aménagées de 8 m X 4 m, matérialisées par un marquage au sol, chacune associée à une colonne d'aspiration munie de raccords symétriques de diamètre 100, conformes aux normes en vigueur. La hauteur d'aspiration n'est pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 m. Toute aire d'aspiration doit être à moins de 5 m de la réserve incendie.

- est associée à un réseau maintenu à une pression d'au moins 1 bar, qui alimente 2 poteaux d'incendie, qui sont implantés au Nord-Est et au Sud-Ouest du centre, hors de tout flux thermique dépassant 5 kW/m², et à moins de 100 m des entrées des différents bâtiments du centre.

Cette réserve incendie est signalée, conformément à la norme NFS 61-221, par un panneau de 50 cm minimum de côté avec un bandeau rouge sur sa périphérie, indiquant son identification, la nature du point d'eau incendie naturel ou artificiel (PEINA), ainsi que sa capacité. (...)

Constats :

Une réserve d'eau incendie en enveloppe souple fermée est constatée dans le site, son volume n'est pas affiché. Cette réserve est reliée à un local dans lequel se trouvent notamment 2 pompes électriques en attente de connexion, elles-mêmes reliées à 2 poteaux incendie bleus.

Les 2 aires d'aspiration de 8 m X 4 m restent à aménager, et à matérialiser par un marquage au sol.

Cette réserve incendie n'est pas signalée, conformément à la norme NFS 61-221, par un panneau de 50 cm minimum de côté avec un bandeau rouge sur sa périphérie, indiquant son identification, la nature du point d'eau incendie naturel ou artificiel (PEINA), ainsi que sa capacité.

L'exploitant précise que d'ici une semaine, tous les aménagements imposés devraient pouvoir être achevés. Il précise qu'une visite des sapeurs-pompiers est envisagée, afin qu'ils aient connaissance du centre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant la mise en exploitation du centre, toutes les prescriptions applicables en matière de lutte

contre l'incendie devront être respectées.
Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée au moyen d'un réseau de piézomètres implantés en périphérie du centre. Ce réseau est constitué de trois puits de contrôle et doit permettre de suivre les conditions hydrogéologiques du centre. Un puits de contrôle est situé en amont hydraulique du centre et deux en aval.</p> <p>Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.</p> <p>Avant mise en service des installations, puis 2 fois par an (période de hautes eaux/basses eau), une mesure (prélèvements et analyses) dans les eaux souterraines via les trois puits de contrôle sus-mentionnés, des paramètres visés à l'article 4.3.8, ainsi que la température et le pH, devra être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. La hauteur d'eau dans chaque puits sera systématiquement enregistrée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'un des 3 piézomètres a été aperçu dans le centre, son capuchon n'était pas fermé avec un cadenas. L'inspection n'a pas orienté ses contrôles sur ces ouvrages lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans les plus brefs délais, le capuchon de chaque piézomètre doit être cadenassé systématiquement, de façon à empêcher toute introduction de polluant dans le tube.</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection un plan d'implantation des piézomètres du centre.</p>
Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Le débit de pompage du forage réalisé dans le centre ne dépasse pas 1 m³/h et ne fonctionne pas plus de 5 h/jour. Un dispositif de disconnexion est installé sur le réseau d'alimentation en eau, afin d'éviter les retours d'eau vers la nappe.</p> <p>En cas de forage d'une profondeur supérieure à 10 m, l'ouvrage doit faire l'objet d'une déclaration au titre du Code minier."</p>

Constats : L'exploitant précise que le forage est réalisé, sa profondeur serait légèrement inférieure à 10 mètres et il est équipé d'un disconnecteur. Un compteur est en place. Cet ouvrage n'a pas été visité lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans les meilleurs délais et au plus tard sous un mois, l'exploitant communiquera à l'inspection les documents : - du forage précisant ses caractéristiques, ainsi que ses éléments de protection vis-à-vis des risques de pollution ; - du disconnecteur mis en place, précisant ses caractéristiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : "Un système permet l'isolement, par rapport à l'extérieur, des réseaux potentiellement pollués du centre. Ce système est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance, localement et/ou à partir d'un poste de commande. Il est testé annuellement, son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par une consigne. La traçabilité des opérations de test et d'entretien est assurée."
Constats : À la sortie de l'unique décanteur-séparateur à hydrocarbures du centre est en cours d'installation une vanne électrique commandable à distance, aperçue lors de la visite du centre. L'exploitant précise que cette vanne sera opérationnelle prochainement, elle permettra de confiner une partie des eaux de ruissellement du centre dans un bassin de rétention placé en amont.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Avant la mise en exploitation du centre, l'ouverture/fermeture de cette vanne devra être opérationnelle.
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des voies de circulation et des aires de stationnement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont composés à minima de décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures de classe 1, conformes à la norme en vigueur, équipés d'un obturateur automatique. D'autres dispositifs peuvent être adoptés s'ils ont une efficacité au moins équivalente. Leurs caractéristiques, précisées par le fournisseur, sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les eaux pluviales de ruissellement sur le sol revêtu du centre sont collectées et dirigées dans un bassin de rétention dont la surverse aboutit à l'unique décanteur-séparateur à hydrocarbures, de classe 1 dans le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Avant la mise en exploitation du centre, l'exploitant communiquera à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plan du réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement du centre ; - le document relatif aux caractéristiques du décanteur-séparateur à hydrocarbures.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bassins de gestion des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, eaux pluviales de ruissellement et eaux d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"1/ Bassin de confinement d'une capacité minimale de 980 m³ : Ce bassin est étanche et maintenu disponible en permanence de façon à être en mesure de collecter les eaux d'extinction d'un incendie éventuel.</p> <p>2/ Bassin tampon, d'une capacité minimale de 1 380 m³ : Il doit permettre la gestion d'un évènement pluvial d'intensité au moins décennale. Les eaux de ce bassin transitent par un ouvrage de traitement de dimension adaptée tel que mentionné à l'article 4.3.4 ci-dessus, avant de rejoindre une noue d'infiltration."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'il a fait évoluer la gestion des eaux pluviales ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un seul bassin étanche doit assurer les 2 fonctions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 1/ Confinement des eaux d'extinction d'un incendie éventuel, pour un volume minimal à préciser (*), qui doit être maintenu disponible en permanence ; 2/ Gestion d'un évènement pluvial d'intensité au moins décennale, pour un volume minimal de 1 380 m³, puis les eaux de ce bassin doivent transiter par un ouvrage de traitement. <p>(*) Signalons que dans son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant avait précisé que le</p>

volume de 980 m³ serait assuré par deux rétentions : L'une située au niveau de l'aire de stockage de bois brut, l'autre au niveau du dispositif de gestion des eaux pluviales.

L'inspection a pu constater que le stockage de déchets de bois à traiter n'est pas encore en rétention : L'exploitant s'est engagé à constituer, avant la mise en exploitation du centre, une rétention au moyen de bordures, sans toutefois préciser le volume de la zone de rétention ainsi constituée.

L'évolution décidée par l'exploitant répondrait aux prescriptions si :

- Le bassin étanche réalisé, avant d'atteindre la surverse, a un volume minimal de 1 380 m³, et qu'il est vidangé de façon maîtrisée dans le décanteur-séparateur à hydrocarbures, de façon à rester disponible pour la gestion du prochain épisode pluvieux. Or, il n'a pas été constaté lors de la visite de moyen de vidange de ce bassin.
- En cas de nécessité (retenir les eaux d'extinction d'un incendie), une vanne doit obturer la surverse du bassin pour confiner les eaux potentiellement polluées. Le volume minimal de la partie supérieure du bassin, à partir de la surverse et avant débordement, est à déterminer en fonction du volume de confinement à constituer au niveau de l'aire de stockage des déchets de bois à traiter.

Un relevé de ce bassin est à réaliser pour connaître son volume.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il n'est pas possible de savoir si l'unique bassin en place conduit au respect de la prescription examinée, il faut en effet connaître :

- le volume du bassin jusqu'à sa surverse, ainsi que le dispositif en place pour assurer la vidange de ce bassin à un débit compatible avec le décanteur-séparateur à hydrocarbures à l'aval ;
- le volume V1 du bassin de sa surverse jusqu'à la limite de son débordement ;
- le volume V2 du confinement à constituer au niveau de l'aire de stockage de déchets de bois à traiter, avec $V1+V2= 980 \text{ m}^3$. Cette aire n'est pas encore achevée.

Avant la mise en exploitation du centre, l'exploitant doit prendre les dispositions utiles pour que la prescription soit respectée.

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Maîtrise des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Intrusion

Prescription contrôlée :

"L'établissement est ceint d'une clôture efficace et entretenue, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Les portails d'accès au centre sont fermés à clef en dehors des heures ouvrées.

Tout bassin d'eau est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 1,70 mètres, et muni de portails fermés à clef. L'exploitant positionne à proximité immédiate les dispositifs et équipements suivants : Une bouée, une échelle par bassin, une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.

Les personnes étrangères au centre n'ont pas l'accès libre aux installations. L'exploitant prend les

dispositions nécessaires afin d'avoir la connaissance permanente des personnes présentes dans le centre."

Constats :

L'exploitant précise qu'il ne prévoit pas de mettre en place une clôture grillagée ou un mur sur tout le périmètre du centre. Il considère que sur certaines portions, une végétation dense serait à priori suffisante pour pouvoir être considérée comme une clôture.

L'exploitant justifie cette approche en faisant remarquer, d'une part qu'une clôture grillagée peut être très facilement et rapidement ouverte, d'autre part que le centre est protégé contre les risques d'incendie et d'intrusion par de nombreuses caméras thermiques et vidéo. Les images de ces caméras sont reçues, d'une part par la société VOLFEU située à Romans Sur Isère, d'autre part par le gardien du Groupe Cheval, dans le centre situé à Bourg De Péage.

En cas de détection d'une situation anormale (intrusion ou incendie), la société VOLFEU doit faire si nécessaire une levée de doute et informe le service de sécurité du Groupe CHEVAL pour assurer au plus vite la gestion de l'événement.

NOTA : L'inspection n'a pas examiné de façon détaillée la procédure devant être suivie par la société VOLFEU, ni celle devant être suivie par le gardien du Groupe Cheval. La constitution et les missions du service de sécurité du Groupe CHEVAL n'ont pas été abordées.

L'unique accès dans le centre sera équipé d'un portail fermé à clef en dehors des heures ouvrées.

L'unique bassin d'eau aperçu dans le centre est clôturé sur trois de ses côtés seulement, il n'est pas clôturé sur le côté situé vers la limite du centre, zone végétalisée relativement peu accessible.

Aucune bouée n'a été aperçue à proximité immédiate de ce bassin, mais il y en a une dans les locaux.

Le bassin d'infiltration n'est pas clôturé. Durant les épisodes pluvieux, il peut présenter un risque pour les personnes passant à proximité.

Enfin, l'exploitant précise que la connaissance permanente des personnes présentes dans le centre est assurée :

- par le registre de sécurité pour ce qui concerne les intervenants dans ce domaine (contrôles périodiques des installations électriques, des extincteurs, etc.) ;
- par un système de badgeage automatique pour ce qui concerne les chauffeurs des camions apportant les déchets de bois ou emportant les CSR. L'exploitant souligne en effet que le passage d'un chauffeur sur le pont-bascule ne sera possible que s'il est muni d'un badge : Il n'y aura pas de prestataire extérieur non référencé. L'inspection constate l'absence de barrière d'accès au pont-bascule.

L'exploitant précise enfin qu'il n'y aura habituellement que 2 ou 3 employés dans le centre, sans la direction, qui ne sera pas présente en permanence. Monsieur BIANUCCI, est responsable de ce centre, ainsi que d'autres centres de la société VALORSOL Environnement. L'inspection souligne la nécessité, pendant les heures ouvrées, d'avoir en permanence sur place une personne responsable du centre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La notion de "clôture efficace et entretenue, d'une hauteur minimale de 2 mètres" mérite d'être précisée pour qu'une position soit prise suite à la demande de l'exploitant. Dans l'immédiat, l'inspection demande à l'exploitant :

- la position de sa société d'assurance sur le projet de "barrière végétale";

<ul style="list-style-type: none"> - de préciser : Les portions du périmètre du centre pour lesquelles il n'y aurait pas de clôture grillagée d'une hauteur minimale de 2 mètres ; - les caractéristiques de la "barrière végétale" envisagée (dimensions, espèces végétales, densité...), ainsi que les dispositions prises pour empêcher matériellement toute intrusion, dans l'attente du développement suffisant de cette "barrière végétale". <p>Sous un mois, l'aménagement des 2 bassins du centre est à compléter comme indiqué dans la prescription. À défaut, <u>un argumentaire consistant est à présenter à l'inspection</u>, et des mesures compensatoires d'efficacité au moins équivalentes sont, le cas échéant, à proposer.</p>
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Un dispositif de gardiennage est mis en place. Toute information des systèmes de détection en place dans le centre (intrusion - incendie...) est reportée au dispositif de gardiennage pour contrôle et, si nécessaire, action dans un délai court. En cas d'événement accidentel, l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée, doit être présent sur le centre en moins de 10 minutes de façon à pouvoir gérer le sinistre, le cas échéant en liaison avec les services de secours."</p>
<p>Constats :</p> <p>En complément aux informations figurant dans le point de contrôle n°8, l'exploitant confirme que l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée, sera présent sur le centre en moins de 10 minutes, il s'agira soit de l'exploitant, soit d'un agent de la société VOLFEU.</p> <p>L'exploitant souligne que quel que soit le cas de figure, en cas d'incendie, les sapeurs-pompiers pourront rentrer dans le centre et commencer à lutter contre le feu. L'inspection rappelle qu'il faudra préalablement rendre opérationnels les dispositifs de confinement des eaux d'extinction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des situations de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2024, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de crise
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" L'exploitant élabore, et met à jour autant que nécessaire, un plan de gestion d'accidents, comprenant notamment les volets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détection d'une situation anormale - Schéma d'alerte ;- Recensement et évaluation des risques - Intervention avec les moyens à disposition ;- Communication. <p>Il met en œuvre dès que nécessaire les dispositions du plan sus-cité, qui fait l'objet d'un exercice au moins une fois par an, le cas échéant, avec la participation des sapeurs pompiers."</p>
Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de plan de gestion d'accidents, ni de plan de défense incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au plus tard sous un mois, et en tout état de cause avant la mise en exploitation du centre, l'exploitant :

- rédige le plan de gestion d'accidents, et le plan de défense incendie, avec leurs procédures et consignes associées ;
- informe, et forme si nécessaire, le personnel du centre sur la bonne mise en application de ces plans.

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois